



Rapport Annuel

Etat de la liberté de la presse en Palestine en 2013

MADA
Centre palestinien pour le développement des médias
et la liberté d'information et d'expression

229 violations de la liberté de la presse en Palestine recensées par MADA en 2013, dont 151 commises par les forces d'occupation israéliennes et 78 par différents acteurs palestiniens.

Augmentation significative des attaques israéliennes

à l'encontre des journalistes de Cisjordanie.

Progressive amélioration de la liberté d'information en Cisjordanie.

Détérioration de la situation des journalistes dans la bande de Gaza.

Mars 2014

Résumé

229 atteintes à la liberté de la presse ont été recensées par MADA en 2013, 151 commises par les forces d'occupation israélienne, soit 66% du total, et 78 par divers acteurs palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Alors que les infractions israéliennes ont lieu uniquement en Cisjordanie, celles aux mains des Palestiniens se sont passées majoritairement dans la bande de Gaza, où 50 violations ont été dénombrées (28 en Cisjordanie).

L'on constate une certaine amélioration de la liberté de la presse par rapport à l'année précédente, tant au niveau du nombre total de violations (qui est passé de 238 à 229) qu'à celui de leur typologie, dans la mesure où aucun décès de journaliste n'est à déplorer en 2013 alors que trois d'entre eux avaient été tués lors de l'attaque israélienne sur bande de Gaza en novembre de l'année précédente, et quatre lors de l'opération « Plomb durci » de fin 2008/début 2009. En effet, ces opérations militaires sont généralement accompagnées de graves et nombreuses atteintes à l'encontre des journalistes et des organes de presse locaux, arabes et internationaux. L'absence d'opérations militaires israéliennes majeures contre la bande de Gaza en 2013 a donc également signifié qu'aucune attaque aux droits des journalistes y opérant de la part des forces israéliennes n'a été recensée en 2013.

MADA a toutefois repéré des tendances inquiétantes en 2013, notamment la campagne intense des forces d'occupation israéliennes à l'encontre des journalistes travaillant en Cisjordanie, où a été recensé le plus grand nombre d'infractions depuis 2008. En effet, même si on constate en 2013 une diminution des agressions israéliennes à l'encontre des journalistes palestiniens par rapport à l'année précédente (de 164 à 151), celles-ci représentent toujours la plus importante grande et dangereuse source d'abus. La plupart de ces violations consiste en des attaques physiques – avec l'épisode le plus grave étant la blessure par balles du journaliste Mohamed Alqadi –, des restrictions à la liberté de mouvement des journalistes, et de nombreux obstacles à la réalisation de leur travail.

Quant aux infractions commises côté palestinien, elles ont légèrement augmenté en 2013 (78 par rapport à 74 en 2012) avec néanmoins une certaine baisse en Cisjordanie (28 par rapport à 37 en 2012). A la division intra-palestinienne, qui demeure l'une des causes principales des manquements palestiniens à la liberté de la presse, se sont ajoutées les évolutions politiques qui ont eu lieu sur la scène égyptienne fin juin-début juillet 2013 et les divergences de vue entre l'Autorité nationale palestinienne et le gouvernement du Hamas sur la question.

MADA a recensé onze types de violations israéliennes ou palestiniennes à la liberté d'information en Palestine : attaques physiques, détentions, arrestations, obstacles à la couverture d'événements, interdictions de déplacement, interrogatoires, menaces, raids, fermeture de sites internet, procès et confiscation d'équipement.

Tout au long de l'année 2013, MADA a poursuivi ses efforts pour la défense et la promotion de la liberté de la presse et le développement des médias en Palestine à travers ses quatre programmes d'activités : suivi et recensement des violations de la liberté d'information, assistance légale de journalistes victimes d'agression, plaidoyer et développement d'un environnement médiatique sain et professionnel. Ainsi, en 2013 MADA a publié de fréquents communiqués de presse ainsi que des rapports mensuels, semestriel et annuel alertant le public sur les violations à la liberté d'information commises tant du côté palestinien qu'israélien, et a réalisé des études spécifiques sur la liberté d'expression sur Internet et les politiques éditoriales de la presse palestinienne. MADA a également défendu et soutenu les journalistes victimes de répressions et de violations de leurs droits d'exercer leur profession et d'exprimer leurs opinions librement en leur fournissant une aide juridique gratuite. En outre, MADA a lancé plusieurs campagnes de plaidoyer visant à promouvoir la liberté d'expression, le droit d'accès à l'information, et la fin de l'impunité des personnes responsables de violations envers la liberté d'opinion et d'expression. MADA a aussi conduit une série d'ateliers pour journalistes et étudiants en journalisme afin de les sensibiliser à la question de la liberté d'opinion et d'expression et à les informer sur les lois nationales et internationales protégeant ce droit et la liberté d'information en général. Enfin, MADA a continué d'exiger de la communauté internationale qu'elle fasse pression sur le gouvernement israélien afin qu'il mette un terme à sa politique de répression violente, et parfois létale, à l'encontre des journalistes palestiniens.

MADA est convaincu que son travail, tout comme celui d'autres organisations de la société civile promouvant le droit à la liberté d'opinion et d'expression, a contribué significativement à une diminution des violations et à une évolution favorable de la situation relative à la liberté d'expression en Palestine. Ceci est particulièrement vrai en Cisjordanie, où les responsables politiques et organes officiels, notamment les services de sécurité, ont amélioré leur traitement des journalistes. Cette évolution a été notée dans le classement mondial de la liberté de la presse 2013 publié par Reporters sans Frontières, où la Palestine occupée a été classée au 138^e rang mondial, soit une amélioration de huit points par rapport à 2012. Cela dit, cette position reste pour le moins insatisfaisante et est

loin de répondre aux attentes du peuple palestinien, désireux de pouvoir exprimer librement ses opinions, espoirs et aspirations.

Dans son rapport annuel, MADA passe en revue l'ensemble des infractions à la liberté de la presse commises en 2013 à l'encontre de journalistes palestiniens, détaillant le nombre et le type de violations, fournissant une analyse du cadre juridique relatif à la liberté de la presse en Palestine, ainsi que des témoignages de journalistes victimes d'abus.

Pour consulter le rapport 2013 complet (en arabe et anglais), et notamment le compte-rendu détaillé des infractions à l'encontre de la liberté d'information commises chaque mois, visitez le site de MADA : http://www.madacenter.org/report.php?lang=1&id=1400&category_id=5&year=2014

Atteintes à la liberté d'information en Palestine depuis 2008

Année	Infractions israéliennes	Infractions palestiniennes	Total
2008	147	110	257
2009	97	76	173
2010	139	79	218
2011	100	106	206
2012	164	74	238
2013	151	78	229
Total	798	523	1221

Cadre légal de la liberté d'information et d'expression en Palestine

Loi sur le droit d'accès à l'information

Dans le cadre de son programme de réforme du cadre légal palestinien relatif aux médias et à la liberté de la presse en Palestine, MADA s'est engagé avec ses partenaires (Open Society Foundation, International Freedom of Expression Exchange IFEX, Foundation for the Future) dans une campagne de plaidoyer visant à promouvoir la promulgation d'une loi sur le droit d'accès à l'information et à inciter une prise de conscience publique sur

l'importance d'une telle loi pour l'ensemble des membres de la société palestinienne, en particulier les journalistes, à travers divers supports tels qu'affiches, spots radiophoniques, média sociaux, etc. Dans ce cadre, MADA a préparé une proposition de loi visant à améliorer et compléter celle élaborée par le Parlement palestinien en 2005 en l'alignant sur les normes du droit international. MADA a tenu un grand nombre de réunions avec des représentants du gouvernement pour discuter du projet de loi, notamment l'ancien Premier ministre Dr. Salam Fayyad, son successeur Dr. Rami Alhamdallah, ou encore le Directeur général du Conseil législatif palestinien, à qui elle a remis une copie de la proposition de loi. De nombreux ateliers ont également été organisés avec des organisations de la société civile afin d'exposer l'importance et la nécessité d'une telle loi, créer un consensus autour du texte de loi préparé par MADA, et unir les efforts pour obtenir sa promulgation.

Ainsi, en 2013 la principale évolution relative à la loi sur la liberté d'accès à l'information a été la formation par le Secrétariat général du Conseil des ministres, en coopération avec la Commission anti-corruption, d'un comité national chargé de discuter de la proposition de loi rédigée par MADA et de développer un projet de loi final. Le comité inclue des représentants de la Commission anti-corruption, du Secrétariat général du Conseil des ministres, des ministères de l'Intérieur, des Finances, de l'Information et de la Justice, du Bureau de la Fatwa et Législation, de la Commission indépendante pour les Droits de l'homme, de la Commission civile pour le renforcement de l'indépendance du système judiciaire (Istiqlal) et de MADA.

Le nouveau texte de loi issu de ces discussions a été publié en février 2014 sur les sites internet du Secrétariat général du Conseil des ministres et de la Commission anti-corruption afin de le rendre accessible au public et de lui donner la possibilité de faire part de ses commentaires et suggestions d'amélioration.

MADA espère désormais que la loi sur le droit d'accès à l'information sera promulguée rapidement afin que la Palestine puisse rejoindre le groupe des cent pays ayant déjà adopté une telle loi, dont trois pays arabes (Jordanie, Yémen et Tunisie). Un environnement légal sain et transparent constitue une base essentielle pour le développement de la liberté de l'information et d'expression en Palestine, or une étude récemment réalisée par MADA sur le cadre législatif relatif à la liberté de l'information dans le pays a conclu que celui-ci manque d'exhaustivité et compte de nombreux vides juridiques. En outre, il se caractérise par un manque de cohérence entre les différentes législations, et même parfois entre les clauses d'une même loi, ainsi que par une absence d'ordre logique dans l'agencement des dispositions de loi et par un flou juridique.

En outre, aucun développement positif n'est à constater au sujet de la proposition de loi sur le Haut conseil des médias ou de celle sur l'Audiovisuel. Au contraire, les amendements successifs qu'elles ont connus ont contribué à la perte de nombreux principes de base et à l'émergence de contradictions entre les différentes clauses. L'adoption de ces deux lois en l'état, qui devrait advenir rapidement aux dires de sources officielles, n'améliorera en rien la réalité sur le terrain dans la mesure où une autre loi de première importance, celle sur la Presse et les publications, reste elle-même lacunaire et défectueuse.

En fait, MADA recommande l'élaboration et l'adoption d'une loi fondamentale sur les médias recouvrant dans une même législation l'ensemble des aspects attenants à la question. Ceci constitue désormais l'un de ses principaux objectifs stratégiques pour l'année 2014, au travers notamment de la formation d'un comité national incluant des représentants des médias, des organisations de la société civile, d'institutions gouvernementales, du Conseil législatif palestinien, ainsi que d'universitaires et experts des médias, afin d'inciter une large participation citoyenne dans la formulation du texte de loi. Celui-ci devra non seulement être en harmonie avec les normes internationales mais également prendre en considération les importantes évolutions advenues dans le secteur des technologies de l'information et de la communication et notamment l'émergence des nouveaux médias sociaux.

Outre cela, l'année dernière MADA a publié une étude pionnière sur les politiques éditoriales de la presse palestinienne et leur impact sur la liberté d'opinion et d'expression. Parmi les conclusions, il est apparu que la politique éditoriale des journaux palestiniens est sujette à de nombreuses formes d'influences, allant de la personnalité du rédacteur en chef, des caractéristiques du journal ou des besoins des lecteurs, aux sources de financement, aux pressions sociales, aux lois relatives à la presse et enfin aux questions de loyauté nationale. L'étude concluait en recommandant aux organes de presse de développer des politiques éditoriales claires et transparentes et de faire en sorte que leur mission, vision, objectifs et identité soient présentés au public de façon explicite.

Violations israéliennes

L'année 2013 a connu un nombre record d'infractions israéliennes à la liberté des médias en Cisjordanie

2013 a été une année très difficile pour les journalistes travaillant en Cisjordanie, avec une escalade spectaculaire des infractions israéliennes à leur encontre. 151 violations ont été

observées par MADA, plus qu'en 2012 (101) et plus chacune des années précédentes depuis 2008.

La principale raison de cette hausse est le grand nombre de manifestations de résistance populaire qui ont eu lieu dans les villes et villages de Cisjordanie, ce qui a donné lieu à de violentes répressions de la part des forces d'occupation tant envers les manifestants que les journalistes venus couvrir les faits, en particulier les attaques de l'armée israélienne contre des manifestants pacifistes.

Aucune violation n'est à déplorer dans la bande de Gaza en raison de l'absence d'opération militaire israélienne d'envergure en 2013.

Localisation des infractions

MADA a observé qu'environ 60% des atteintes aux droits des journalistes ont eu lieu à Ramallah/Al-Bireh (50) et Jérusalem (41). Les deux autres villes les plus touchées sont Hébron et Naplouse.

Ramallah/Al-Bireh

La province de Ramallah/Al-Bireh se trouve souvent en première ligne des attaques israéliennes en raison du grand nombre de manifestations et actions de résistance populaire qui s'y déroulent chaque semaine, en plus des habituelles incursions militaires israéliennes visant à l'arrestation de citoyens. En 2013, MADA y a recensé plus de 50 infractions israéliennes, soit deux fois plus qu'en 2012 et la pire année depuis 2008.

Infractions israéliennes dans la province de Ramallah/Al-Bireh (2008-2013)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	32	11	28	23	25	50

Jérusalem

L'année 2013 a également été l'une des plus dangereuses pour les journalistes palestiniens travaillant à Jérusalem, victimes de la répression israélienne pendant leur couverture des nombreux événements s'y déroulant, notamment les manifestations du vendredi à la

mosquée Al-Aqsa contre les politiques de judaïsation de la ville et de démolition de maisons palestiniennes. 16 violations de plus qu'en 2012 ont été recensées à Jérusalem en 2013, un chiffre record depuis 2008.

Outre les violences physiques, arrestations et détentions, les forces d'occupation ont également cherché à détruire les équipements des reporters en pulvérisant de l'eau colorée et de l'eau usée.

Infractions israéliennes à Jérusalem (2008-2013)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	16	31	31	30	26	40

Naplouse

La répression israélienne à l'encontre des journalistes palestiniens dans la province de Naplouse n'a cessé de croître depuis 2008 et a atteint un sommet en 2013 avec un total de 23 cas, soit huit de plus qu'en 2012.

Cette hausse est probablement due à l'amplification de la résistance populaire dans cette zone, spécialement dans le village de Kafr Kadoum où se tiennent des manifestations hebdomadaires contre l'occupation israélienne ou près du check-point de Hawara. Les témoignages de journalistes recueillis par MADA indiquent une intensification de la violence employée par l'armée d'occupation afin de réduire au silence les journalistes venus couvrir les faits.

Infractions israéliennes dans la province de Naplouse (2008-2013)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	7	8	10	12	15	23

Hébron

Hébron a toujours été la scène d'une forte répression israélienne en raison de la présence de colons au cœur même de la ville et des confrontations semi-permanentes qui en

découlent avec la population palestinienne locale, qui se terminent toujours par l'intervention de l'armée d'occupation contre cette dernière.

Les journalistes comptent parmi les victimes de cette répression, comme en atteste le nombre de cas d'abus (violence physique, intimidations, etc.) recensés des dernières années (45 violations en 2010, 20 en 2013).

Infractions israéliennes dans la province de Hébron (2008-2013)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	28	11	45	21	17	20

Types d'infractions

Les forces d'occupation israéliennes emploient toujours les mêmes méthodes pour réduire au silence les journalistes palestiniens et les empêcher de couvrir les événements, ce qui dénote une politique organisée de répression. En 2013, MADA a observé sept types de violations de la liberté de la presse en Palestine par Israël, à savoir : attaques physiques (87), détentions (30), arrestations (13), obstacles à la couverture d'événements (15), interdiction de déplacement (1), interrogatoire (1), et procès (4).

Types d'infractions israéliennes

Type d'infractions	Attaques physiques	Arrestations	Détentions	Obstacles à la couverture d'événements	Interdiction de déplacement	Interrogatoire	Procès	Total
Nombre	87	13	30	15	1	1	4	151

Attaques physiques

La violence physique est le type de violations le plus répandu, comptant pour 58% du total des infractions commises par les forces d'occupation. Si ce mode de répression est privilégié par les forces israéliennes, c'est sans doute car il leur permet d'atteindre

plusieurs objectifs simultanément, tels qu'empêcher la couverture journalistique des événements et si possible paralyser toute capacité des journalistes à couvrir des événements futurs en cas de blessure grave. Un autre but, et peut-être le plus important, est d'intimider les journalistes victimes de ces attaques ainsi que leurs collègues afin de les dissuader de poursuivre leur travail.

En 2013, MADA a relevé des cas particulièrement violents d'attaques à l'encontre de journalistes par les forces d'occupation israéliennes, telles que les agressions subies par le photographe du Palestine News Network, Mohammed Walid Alazza, blessé sous l'œil par une balle en acier recouverte de caoutchouc, par le photojournaliste Jihad Alqadi, gravement blessé au colon et à la rate par une balle l'ayant transpercé de l'abdomen jusqu'au dos, ou encore par le cameraman de WATAN TV Amjad Shuman, blessé à la tête par une balle en acier recouverte de caoutchouc.

Si l'année 2013 n'est pas exceptionnelle à cet égard, elle a vu toutefois un nombre record de ce type d'agression depuis 2008.

Attaques physiques par les forces israéliennes (2008 – 2012)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Nombre	23	34	89	55	80	87	368

Détentions

En 2013, les forces israéliennes ont détenu 30 journalistes palestiniens, faisant de la détention le second moyen de répression le plus employé après les attaques physiques. A nouveau, l'année 2013 a connu une hausse significative de ce type de pratique, le double de 2012 et le plus grand nombre depuis 2008.

La détention est utilisée par l'armée d'occupation comme un moyen d'empêcher toute couverture journalistique d'événements survenant en Cisjordanie et de contrôler les enregistrements audio-visuels des faits (photos et films) afin de vérifier qu'il ne révèle pas les pratiques violentes de l'armée israélienne, ce qui nuirait à l'image d'Israël auprès de l'opinion publique internationale, et effacer le matériel compromettant le cas échéant. Les journalistes détenus sont généralement relâchés dès la fin de l'événement mais parfois la détention est prolongée jusqu'à six heures après les événements comme mesure de rétorsion.

La détention des journalistes se déroule différemment en fonction des circonstances : tenus d'attendre dehors pendant des heures dans le froid ou la chaleur, ou bien enfermés dans des véhicules militaires, ou encore conduits dans des centres d'interrogatoire. Les journalistes détenus sont souvent requis de signer un engagement écrit selon lequel ils ne se rendront plus dans la zone en question, ce qui est souvent le cas pour les journalistes couvrant les manifestations et affrontements à la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.

Détentions par les forces israéliennes (2008 – 2012)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Nombre	16	16	19	18	14	30	113

Obstacles à la couverture médiatique

En 2013, MADA a observé 15 cas d'entraves à la couverture journalistique d'événements ayant lieu en Cisjordanie par l'armée israélienne. La plupart du temps, ces mesures visent des groupes entiers de journalistes, provoquant une absence totale de couverture médiatique. Les forces de sécurité israélienne invoquent généralement de prétendus « raisons sécuritaires », et exigent des journalistes arrivés sur la scène de se procurer une autorisation de tournage préalable sans toutefois présenter un ordre écrit formel en ce sens.

Une fois encore, ce type de violation a nettement augmenté en 2013, avec trois fois plus de cas qu'en 2012, et cinq fois plus qu'en 2011 ou 2010.

Obstacles à la couverture médiatique par les forces israéliennes (2008 – 2012)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Nombre	11	10	3	3	5	15	47

Arrestations

Les journalistes palestiniens continuent d'être la cible de la politique israélienne d'arrestation, interrogatoire et détention administrative (détention sans inculpation ni procès et sans possibilité de se défendre pour une période de six mois renouvelable indéfiniment). 13 cas ont été rapportés en 2013, soit autant que l'année précédente. Deux journalistes, Walid Khalid et Mohammed Mona, sont toujours détenus à ce jour.

La majorité des arrestations s'est produite suite à un raid des forces israéliennes au domicile du journaliste, à l'exception du caricaturiste Muhammad Saba'neh et du correspondant du journal Al-Quds Mahmoud Abu Khudair, arrêtés alors qu'ils revenaient de voyage, ou encore des journalistes Abdul-Ghani Al-Natsheh et Tariq Abu Zaid, arrêtés pendant l'exercice de leurs fonctions.

Arrestations par les forces israéliennes (2008 – 2012)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Nombre	51	7	18	12	13	13	114

Conclusions et recommandations

MADA exprime sa profonde préoccupation face à l'escalade sans précédent de la répression israélienne des journalistes opérant en Cisjordanie. Israël cherche visiblement à cacher la vérité de ce qui se passe sur le terrain et à bloquer coûte que coûte toute couverture médiatique de ses pratiques et attaques incessantes à l'encontre du peuple palestinien. En effet les efforts et risques pris par les journalistes pour exposer les agissements de l'occupant israélien sont indéniablement l'une des principales raisons du soutien croissant de la société civile internationale à la cause palestinienne.

Il ne fait aucun doute que l'impunité dont bénéficie Israël pour ses crimes contre la liberté de la presse en Palestine a encouragé – et continue de le faire – le renforcement de la répression et la détérioration de la situation des journalistes, Israël se croyant ainsi au-dessus des lois et du droit international. MADA demande donc à la communauté internationale de :

1. Obliger les autorités israéliennes à respecter les conventions internationales garantissant le droit à la liberté d'expression, notamment l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à cesser leurs atteintes à la liberté d'information.

2. Mettre un terme à l'impunité d'Israël et l'obliger à rendre des comptes pour ses agressions envers les journalistes palestiniens.
3. Faire pression sur les autorités israéliennes pour la libération immédiate des journalistes palestiniens actuellement en détention administrative dans les prisons israéliennes.
4. Exiger des autorités israélienne qu'elles garantissent la liberté de mouvement des journalistes palestiniens entre les différentes villes et provinces de Cisjordanie, y compris Jérusalem, et avec la bande de Gaza.

Violations palestiniennes

Progressive amélioration de la liberté de la presse en Cisjordanie

Détérioration de la situation des journalistes dans la bande de Gaza

En 2013, MADA a recensé 78 cas de violations des droits des journalistes et organes de presse palestiniens de la part de divers acteurs palestiniens, soit quatre de plus qu'en 2012. 63% ont eu lieu à Gaza (50 violations) et le reste en Cisjordanie (28 violations).

La division intra-palestinienne entre la Cisjordanie administrée par le Fatah et la bande de Gaza gouvernée par le Hamas demeure l'une des causes principales des violations des droits de l'homme en Palestine. A cela s'ajoutent les derniers événements en Egypte, et en particulier l'éviction du président Mohamed Morsi par les forces armées égyptiennes, qui ont influé négativement sur la liberté de la presse en 2013. Ceci est tout particulièrement le cas à Gaza, où est survenue une sérieuse détérioration du respect des droits des journalistes, fréquemment arrêtés, interrogés et menacés pour le simple fait d'avoir exprimé leur opinion sur la situation égyptienne.

En Cisjordanie, en revanche, l'année 2013 s'est caractérisée par une amélioration significative de la liberté d'information.

Infractions palestiniennes en 2013 par mois

Mois	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Nombre	15	3	3	3	9	2	6	11	14	1	8	3

Localisation des infractions

Les atteintes au droit de l'information de la part d'acteurs palestiniens se sont focalisées principalement dans quatre villes : Gaza (35 violations), Ramallah (11 violations), Khan Younis (11 violations) et Hébron (6 violations). Cette concentration géographique s'explique par le fait que les médias et journalistes de la bande de Gaza sont basés essentiellement à Gaza et Khan Younis, alors qu'en Cisjordanie Ramallah est le centre de l'opposition populaire contre les politiques de l'Autorité nationale palestinienne, et Hébron est considérée comme l'une des villes comptant le plus grand nombre de sympathisants du Hamas.

Infractions palestiniennes par zone géographique

Ville	Gaza	Ramallah	Khan Younis	Hébron	Bethléem	Deir al-Balah	Salfit	Nabulus	Tulkarem	Rafah
Nombre	35	11	11	6	5	3	3	2	1	1

Bande de Gaza

Depuis 2008, la situation des journalistes et des médias dans la bande de Gaza alterne entre hauts et bas, hautement dépendante de divers facteurs internes et externes. La division intra-palestinienne et les événements du « Printemps arabe » comptent parmi les facteurs les plus influents.

En 2013, MADA a recensé 50 atteintes à la liberté de la presse dans la bande de Gaza aux mains des services de sécurité internes du Hamas, soit 13 de plus qu'en 2012. Selon les journalistes interviewés par MADA, les derniers développements sur la scène égyptienne et la formation du mouvement « Tamarrud » (rébellion) incitant les citoyens à se rebeller contre le gouvernement du Hamas à bande de Gaza, sont les causes principales de cette hausse. En outre, la répression à l'encontre de journalistes travaillant pour des organes de presse liés au Fatah continue, avec 15 cas dénombrés rien que pour le mois de janvier 2013.

Le nombre et la nature des violations commises dans la bande de Gaza indique une absence totale de volonté de la part des personnes concernées d'améliorer le respect de la liberté d'information et de permettre aux journalistes de s'exprimer librement.

Infractions palestiniennes dans la bande de Gaza (2008 – 2013)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	44	27	33	62	37	50

Cisjordanie

Le nombre d'atteintes à la liberté de la presse en Cisjordanie a décliné en 2013 avec un total de 28 violations, soit 9 de moins qu'en 2012, poursuivant une tendance à la baisse observée depuis 2008 (année où MADA avait recensé un total de 66 violations).

Malgré cela, de graves atteintes sont toujours à déplorer en 2013, à l'instar des emprisonnements, détentions préventives et interrogatoires de journalistes infligés en raison de leurs opinions et travail journalistique. En outre, les services de sécurité ont empêché la couverture médiatique de deux manifestations organisées par le Hamas en solidarité avec les Frères musulmans égyptiens.

Infractions palestiniennes en Cisjordanie (2008 – 2012)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	66	49	46	44	37	28

Types d'infractions

9 types d'infractions ont été observés en 2013 : arrestations (22), détentions (11), obstacles à la couverture médiatique (6), menaces (5), attaques physiques (4), fermetures de site Internet (2), raid (1), interrogatoires (24) et confiscation d'équipement (3).

Types d'infractions palestiniennes

Type d'infractions	Interrogatoires	Arrestations	Détentions	Obstacles à la couverture médiatique	Menaces	Attaques physiques	Confiscation d'équipement	Fermeture de site Internet	Raid	Total
Nombre	24	22	11	6	5	4	3	2	1	78

Interrogatoires

On constate en 2013 une hausse du nombre de cas d'interrogatoires de journalistes, pratiquement le double de l'année précédente (24 cas en 2013 contre 13 en 2012). 78% ont eut lieu à Gaza (19 cas sur un total de 24).

Les interrogatoires durent généralement au moins 4 heures. Parfois les journalistes sont contraints d'attendre pendant de longues heures sans être interrogés, puis sont finalement relâchés et obligés de revenir un autre jour pour subir l'interrogatoire.

Le but de ces interrogatoires est d'intimider les journalistes, leur faire comprendre qu'ils sont sous le joug des services de sécurité, et obtenir des informations sur les organes de presse pour lesquels ils travaillent. Dans certains cas, l'interrogatoire se conclue par la remise au journaliste d'un document résumant la raison de l'interrogatoire (par exemple, interdiction de critiquer tel ou telle chose).

La majeure partie des interrogatoires conduits dans la bande de Gaza se sont focalisés sur le financement des organes de presse employant les journalistes, leurs relations avec le mouvement Tamarrud, et les raisons de leur critique du Hamas. En Cisjordanie, les interrogatoires visaient les journalistes critiquant de hauts officiels de l'Autorité nationale palestinienne.

Arrestations

Les services de sécurité de Cisjordanie et de la bande de Gaza ont procédé à l'arrestation de 22 journalistes en 2013, 14 à Gaza et 8 en Cisjordanie. Il s'agit d'une hausse significative par rapport aux trois années précédentes, témoignant d'une grave détérioration de la liberté d'information et d'expression.

Arrestations (2010 – 2013)

Année	2010	2011	2012	2013
Nombre	14	5	12	22

La plupart des journalistes arrêtés ont dû passer entre une et trois nuits en détention et subir des interrogatoires.

Détention

En général, les journalistes sont détenus lorsqu'ils couvrent des manifestations populaires de proteste contre la politique des autorités afin de les empêcher de couvrir l'événement, et surtout la répression des manifestants par les services de sécurité, et d'examiner leurs enregistrements audio-visuels. MADA a dénombré onze incidents de ce type en 2013, six dans la bande de Gaza et cinq en Cisjordanie.

Malgré un déclin de cette forme de répression depuis 2009, où 21 détentions avaient été signalées, les statistiques demeurent préoccupantes avec une augmentation des cas au cours des trois dernières années.

Détentions (2009 – 2013)

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre	21	17	6	9	11

Autres types d'infractions

D'autres types d'abus ont été recensés par MADA en 2013, tout aussi sérieux bien que moins nombreux : 6 cas d'interdiction de reportage (4 en Cisjordanie et 2 à Gaza), 5 cas de menaces (3 en Cisjordanie et 2 à Gaza), 4 cas d'attaques physiques (2 en Cisjordanie et 2 à Gaza), 3 cas de confiscation d'équipement (tous dans la bande de Gaza), 2 cas de verrouillage de sites internet (1 en Cisjordanie et 1 à Gaza) et 1 cas de raid des bureaux d'un organe de presse (dans la bande de Gaza).

Recommandations

Au vu des violations ci-dessus répertoriées, MADA insiste sur l'importance de respecter la liberté d'expression garantie par la Loi fondamentale palestinienne et d'obliger les personnes responsables de ces abus à répondre de leurs actes. Dès lors, MADA appelle les officiels palestiniens à :

1. Mettre un terme à toute forme de répression à l'encontre des journalistes et leur permettre d'exercer leur profession en toute liberté et sécurité.
2. Autoriser la distribution des journaux publiés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza dans les deux zones du pays.
3. Promulguer la loi sur le droit d'accès à l'information.
4. Mettre fin à la censure des médias sociaux.

Pour consulter le rapport 2013 complet (en arabe et anglais), et notamment le compte-rendu détaillé des infractions à l'encontre de la liberté d'information commises chaque mois en Palestine, visitez le site de MADA : http://www.madacenter.org/report.php?lang=1&id=1400&category_id=5&year=2014